

Brochure n° 3092

Convention collective nationale

IDCC : 504. – **INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES**

AVENANT N° 53 DU 12 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2008
NOR : ASET0850240M
IDCC : 504

Entre :

Le syndicat français du café ;
Le comité français du café ;
Le syndicat de la chicorée de France ;
Le syndicat national des fabricants de bouillons et potages ;
La fédération des industries condimentaires de France ;
La chambre syndicale française de la levure,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;
La fédération du personnel d'encadrement de la production, de la transformation, de la distribution des services et organismes agroalimentaires et des cuirs et peaux CFE-CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats des commerces, services, force de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Ressources garanties

a) Ressource brute mensuelle garantie hiérarchisée

La RMGH comprend le salaire de base et toutes les primes et gratifications existant dans l'entreprise, à l'exception de la prime d'ancienneté aux taux prévus à l'article 13 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 et

des sommes constituant un remboursement de frais ou versées en contrepartie directe des conditions particulières de travail en raison desquelles une prime spéciale a été prévue par la convention collective.

La RMGH, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2008, est égale, pour chaque coefficient hiérarchique, tel qu'il ressort de l'accord de classification de postes du 30 novembre 1992, au montant figurant dans le tableau joint en annexe.

Dans le cas d'un horaire de travail inférieur à la durée mentionnée en annexe, elle est réduite proportionnellement, sous réserve du respect des dispositions de l'accord du 18 mars 1999.

A cette RMGH s'ajoute la rémunération des heures supplémentaires calculées selon les dispositions légales.

Aucun salarié (à l'exception notamment des apprentis, des jeunes travailleurs, des travailleurs handicapés et des titulaires de contrats de qualification et d'orientation) ne peut percevoir une rémunération inférieure au minimum fixé par la loi, même si la ressource garantie conventionnelle devait être inférieure à celui-ci.

b) Ressource contractuelle annuelle

La ressource contractuelle annuelle (RCA), instituée par l'avenant n° 33 du 5 avril 1991, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2008, est égale, pour chaque coefficient hiérarchique tel qu'il ressort de l'accord de classification de postes du 30 novembre 1992, au montant figurant dans le tableau joint en annexe.

La définition de la RCA est la même que celle de la RMGH visée au *a*.

La RCA est garantie au personnel ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, la régularisation intervenant au 31 décembre de chaque année.

S'il y a lieu, cette régularisation est faite *pro rata temporis* pour le personnel remplissant cette condition d'ancienneté au sens de l'article 19 de la convention collective.

Article 2

Primes

Depuis le 1^{er} juillet 1998, un barème d'assiette de primes (BAP) est institué. Il sert de base au calcul des différentes primes prévues par la convention collective et l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 (travail de nuit, primes de froid et de chaleur, prime d'ancienneté, prime annuelle).

Les montants de ce BAP, applicable à compter du 1^{er} janvier 2008, sont définis en annexe.

Article 3

La négociation annuelle obligatoire sur les salaires dans les entreprises de la branche doit permettre de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, à situation égale, avant le 31 décembre 2010.

Article 4

Le présent avenant sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Fait à Paris, le 12 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème assiette de primes au 1^{er} janvier 2008

Base 151,67 heures par mois

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT
I	120	895,81
	125	912,46
	130	929,42
	135	946,69
	140	962,08
II	145	977,78
	150	995,05
	155	1 012,80
	160	1 025,83
	165	1 039,17
III	170	1 052,21
	175	1 062,41
	180	1 072,62
	185	1 082,67
	190	1 092,88
	195	1 106,38
IV	200	1 122,08
	210	1 154,59
	220	1 189,60
V	230	1 225,40
	240	1 261,05
	250	1 296,38
VI	260	1 331,86
	270	1 367,19
	280	1 402,68
	290	1 437,85
VII	300	1 473,18
	310	1 516,05
	320	1 557,19
	330	1 599,27
	340	1 641,04

Barème de ressources garanties

Base 151,67 heures par mois

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	RESSOURCE GARANTIE	
		annuelle	mensuelle
I	120	16 277,53	1 281,81
	125	16 322,74	1 284,19
	130	16 368,26	1 286,57
	135	16 413,97	1 288,94
	140	16 457,92	1 291,32
II	145	16 502,18	1 293,70
	150	16 667,17	1 306,01
	155	16 833,84	1 318,42
	160	17 002,15	1 331,36
	165	17 172,09	1 344,41
III	170	17 378,21	1 360,50
	175	17 586,77	1 377,03
	180	17 797,74	1 393,76
	185	18 011,43	1 410,73
	190	18 227,56	1 427,89
	195	18 446,26	1 444,99
IV	200	18 815,24	1 474,43
	210	19 191,43	1 503,07
	220	19 575,16	1 532,13
V	230	20 182,04	1 579,72
	240	20 807,73	1 628,89
	250	21 452,78	1 679,70
VI	260	22 042,78	1 725,91
	270	22 648,95	1 773,48
	280	23 271,72	1 822,42
	290	23 911,81	1 872,83
VII	300	24 569,34	1 924,68
	310	25 244,97	1 977,41
	320	25 939,27	2 031,84
	330	26 652,63	2 087,78
	340	27 385,48	2 145,37
VIII	350	28 149,03	2 165,31
	360	28 923,05	2 224,85
	370	29 718,52	2 286,04
	380	30 520,88	2 347,76
	390	31 323,63	2 409,51

NIVEAU	COEFFICIENT	RESSOURCE GARANTIE	
		annuelle	mensuelle
IX	400	32 028,36	2 463,72
	410	32 748,95	2 519,15
	420	33 485,79	2 575,83
	430	34 239,27	2 633,79
	440	35 009,65	2 693,05
	450	35 804,34	2 754,18
	460	36 592,01	2 814,77
	470	37 386,05	2 875,85
	500	39 771,29	3 059,33
X	600	47 725,60	3 671,20
	700	55 681,47	4 283,19

Contrepartie opération d'habillage-déshabillage : indemnité forfaitaire mensuelle de 7,62 €.